



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

11-02-2015

La CGT sur une base de classe : Chiche !

Après les changements de personnes à la tête de la CGT, son secrétaire général Philippe Martinez déclare dans les médias que « **la priorité est d'aller voir les salariés, les syndiqués** ».

L'initiative annoncée d'une journée d'action fin mars changera la donne seulement si elle se construit sur une base de lutte pour la défense des salaires et de l'emploi, contre un soi-disant « dialogue social » qui ne sert qu'à défendre les intérêts capitalistes..

Quelques réalités récentes nous prouvent la justesse de notre analyse :

- En 2014 les actionnaires du CAC 40 ont reçu **56 milliards de dividendes**, soit plus **de 30 % en un an**. C'est autant qu'en 2007, soit avant « la crise » !!! Six groupes concentrent actuellement 50 % des dividendes (Total, Sanofi, GDF Suez, EDF, Orange et BNP Paribas). On peut aussi constater les privatisations et les licenciements dans ces multinationales.
- L'orientation du capital et de nos gouvernants récompense toujours plus les actionnaires au lieu d'embaucher et d'investir malgré les cadeaux pharamineux venant de l'argent public (CICE, pacte de responsabilité, etc...)
- L'exemple de l'évasion fiscale via la **banque HSBC** c'est **180 milliards** pour la période 2006 et 2007. Le capital est non seulement un coût pour la population mais c'est le parasite qui empêche le développement social et économique.

Il est primordial aujourd'hui d'engager le débat de fond avec l'ensemble des salariés de notre pays et d'appeler à des luttes de grande envergure sur le pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des précaires et privés d'emplois.

Des luttes ont lieu actuellement que ce soit dans le secteur public ou privé pour le pouvoir d'achat, la défense de l'emploi, contre la loi Macron véritable hold-up contre les salariés de notre pays : Remise à zéro du

Code du Travail, suppression de l'inspection et de la médecine du travail, fin des institutions représentatives du personnel dans les entreprises telles les CE, DP, CHS/CT, et plus généralement les Prud'hommes (seule juridiction de défense des salariés face aux employeurs), généralisation du travail du dimanche. Privatisation à outrance des entreprises publiques (SNCF, EDF, GDF, Hôpitaux, Télécoms, etc...)

Seule une lutte de tous les instants pourra contrer les prétentions du MEDEF pour lesquelles le gouvernement légifère à tour de bras et favorise ainsi les orientations désastreuses pour les salariés et notre pays.

La CGT doit reprendre sa place d'organisation de lutte des classes. C'est seulement cette orientation qui pourra la faire redevenir la centrale syndicale pour laquelle elle a été créée il y a 120 ans.